

Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 31/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERMACO

Impasse René Varennes
ZI. du Bayon
42150 LA RICAMARIE

Références : UiD4243-DSSP-022-0125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement SERMACO implanté Impasse René Varennes ZI. du Bayon - 42150 LA RICAMARIE. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'équipe d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) a mené dans le courant du mois de mars une vaste campagne de contrôle de la défense incendie sur des sites industriels de la région. Ces inspections ont concerné des sites soumis à autorisation ou à enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERMACO
- Impasse René Varennes - ZI. du Bayon - 42150 LA RICAMARIE
- Code AIOT dans GUN : 0010500195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD.

La société SERMACO exerce des activités de tri et transit de déchets non dangereux issus des activités économiques, de broyage de déchets verts et de bois, de fabrication de combustibles solides de récupération (CSR) à partir de déchets ultimes. Elle exerce également une activité de transit et regroupement de déchets dangereux, principalement de l'amiante.

Compte-tenu de la présence de déchets combustibles dans l'installation, le contrôle a porté sur les dispositions visant à prévenir le risque incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.2.2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 9.3.1	/	Sans objet
Maintenance et tests	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.5.3	/	Sans objet
Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.3.1	/	Sans objet
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prévention du risque incendie est une préoccupation majeure de l'exploitant. Aucune non conformité n'a été constatée.

Les anomalies relevées lors de la vérification annuelle des installations électriques feront l'objet de travaux de reprise.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni un état des déchets combustibles stockés sur son installation au jour de la visite. Les quantités présentes sont inférieures aux quantités maximales autorisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : L'exploitant dispose des moyens suivants : <ul style="list-style-type: none">• d'un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,• d'un plan de l'installation sur lequel sont situés les dispositifs d'extinctions (RIA / poteaux incendie / extincteurs),• de 2 poteaux internes au site : un en DN 65 présentant un débit compris entre 54 et 71 m³/h et un en DN 110 pour un débit minimum de 113 m³/h,• de 2 poteaux incendie à l'extérieur du site de DN 110. Ils sont distants de moins de 150 mètres entre eux,• de 12 RIA et 66 extincteurs répartis sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 9.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions à mettre en place sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• sur l'accessibilité : création d'un portillon d'accès de 1,80 mètre depuis les établissements DUCROS ;• les ressources en eau devront répondre à un débit de 240 m³/h pendant une durée de 2h. Une capacité des eaux de rétention de 480 m³ devra être réalisée sous un an afin de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie ; moyens de prévention et de lutte, système de détection : les parties fermées ou abritées des locaux de stockages (DID) devront être équipées de détecteurs et d'alarmes incendie appropriés aux risques. Le site doit être doté d'un ou plusieurs appareils d'incendie implantés à moins de 100 mètres de tout point de stockage afin que l'extrémité des bâtiments soit atteinte. Ces dispositions seront mises en place sous douze mois.
Constats : La création d'un portillon d'accès depuis les établissements DUCROS n'est plus adaptée, en effet les bâtiments ont été acquis par SERMACO. Les ressources en eau disponible sont supérieures à 240 m ³ /h. Les poteaux incendies internes et externes sont sur des réseaux indépendants. Les eaux d'extinction en cas d'incendie peuvent être confinées sur site dans un bassin dédié. Le volume du bassin est de plus de 800 m ³ . Une dizaine de caméras thermiques sont implantées sur le site et reliées à un système d'alerte. Une de ces caméras est en particulier implantée sur le broyeur CSR qui avait été à l'origine d'un incendie en 2020. En dehors des heures d'exploitation, le site est gardienné. Tous les bâtiments sont sous détection incendie (fumées et/ou chaleur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et tests

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Les extincteurs et RIA font l'objet d'une vérification annuelle par la société Securipro. Les derniers rapports de contrôle sont datés du 07/04/2021 (pour les extincteurs) et du 08/06/2021 (pour les RIA). 2 RIA sont indiqués "HS" mais il s'agit seulement d'un problème mécanique (rotation du support). Ces RIA sont alimentés (hors gel en hiver) et fonctionnels. L'exploitant a signé un contrat de maintenance pour les détecteurs de fumées et chaleur. Les trappes de désenfumage font également l'objet d'une vérification annuelle : le dernier rapport de vérification est daté du 29/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Constats : Le dernier rapport de vérification périodique Q18 est daté du 09/02/2022. Il fait ressortir 2 anomalies à reprendre. L'exploitant a indiqué attendre le contrôle thermographique Q19 prévu en avril 2022 pour faire réaliser l'ensemble des travaux électriques. Une facture de travaux du 30/04/2021 mentionnant la reprise des anomalies témoigne de la réalisation des travaux nécessaires détectés l'année précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Constats : Un bassin de plus de 800 m³ a été créé afin de confiner sur site les eaux d'extinction en cas d'incendie. L'ensemble du réseau a été repris pour permettre de diriger les eaux vers ce bassin. Une vanne guillotine permet d'isoler le réseau interne du réseau communal. Après manœuvre de la vanne, le bassin est alimenté.

La vanne est facilement manœuvrable et des repères visuels ont été installés.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet